

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 38

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA EUROPEA INTERINALE DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 48^a Sessione ordinaria
(Parigi, 3-5 giugno 2002)

Raccomandazione n. 709 (1)

sulle nuove sfide per la cooperazione euro-americana
in materia di sicurezza

Annunziata il 24 settembre 2002

L'ASSEMBLÉE,

(i) Sachant que les Etats-Unis ont pris conscience de leur vulnérabilité sur leur propre territoire à la suite des attentats du 11 septembre et que, depuis lors, la guerre contre le terrorisme est leur priorité absolue;

(ii) Inquiète des répercussions négatives que pourrait avoir sur les relations trans-

atlantiques le refus des Etats-Unis d'adhérer à un certain nombre d'accords internationaux comme le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, le protocole de vérification de la Convention sur les armes biologiques, le Traité sur la Cour pénale internationale et l'accord des Nations unies sur le commerce illicite des armes légères;

(iii) Notant que les Etats-Unis sont en train de réexaminer leur doctrine nucléaire dans le cadre du « Nuclear Posture Review » (NPR) dont les conclusions pourraient avoir des conséquences fondamen-

(1) Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2002, au cours de la troisième séance, sur la base du projet de recommandation amendé.

tales pour l'évolution future des doctrines militaires et des régimes de non-prolifération et de désarmement en vigueur;

(iv) Se félicitant d'autant plus de la signature de l'accord entre les Etats-Unis et la Russie visant à réduire des deux tiers leurs arsenaux nucléaires stratégiques, de façon à conserver au maximum 2 200 ogives d'ici à 2012, tout en regrettant que cet accord ne prévoit aucun engagement clair en ce qui concerne les ogives désactivées;

(v) N'ignorant pas que l'administration Bush a indiqué très clairement que la défense des intérêts nationaux constituait l'objectif de la politique étrangère des Etats-Unis et que ce pays était prêt à agir seul si nécessaire;

(vi) Regrettant l'absence d'initiatives militaires coordonnées dans la lutte contre les sources des réseaux terroristes mondiaux implantés en Afghanistan;

(vii) Reconnaissant que la lutte contre le terrorisme ne portera ses fruits que si elle est accompagnée de mesures efficaces visant à neutraliser certaines causes de ce fléau, qu'elles soient politiques ou socio-économiques;

(viii) Sachant qu'en dépit de toutes leurs capacités dans les domaines militaires et autres, les Etats-Unis ne pourront pas, eux non plus, combattre le terrorisme mondial ni sévir contre les réseaux, les sources de financement, les abris sûrs et autres éléments indispensables pour commettre des actes de terrorisme qui atteignent leur but sans la coopération pleine et entière de leurs alliés de par le monde;

(ix) Considérant que si l'UE veut être un allié efficace dans la lutte contre le terrorisme mondial, elle doit non seulement développer et améliorer un certain nombre de capacités militaires essentielles, mais aussi coopérer étroitement avec les Etats-Unis et accorder une plus grande attention à des questions telles que l'ap-

plication de la loi, l'immigration, les contrôles financiers, le renseignement national et les opérations de justice et de police afin d'identifier et de démanteler les réseaux terroristes;

(x) Convaincue du caractère indispensable de l'OTAN en tant que lien institutionnel fondamental entre l'Europe et les Etats-Unis dans le domaine de la sécurité et rappelant que, conformément à l'article IV du Traité de Bruxelles modifié, les Etats membres de l'UEO doivent coopérer étroitement avec l'OTAN;

(xi) Se félicitant du processus d'élargissement de l'OTAN, mais notant qu'il ne doit en aucun cas créer de nouvelles lignes de fracture sécuritaires en Europe;

(xii) Considérant que l'OTAN doit également accorder l'attention qui leur est due aux pays européens qui ne sont pas encore candidats officiels mais qui, selon toute probabilité, finiront par adhérer à l'Alliance;

(xiii) Considérant que, dès lors que l'OTAN veut vraiment rompre avec la période de la guerre froide, elle doit accorder le degré de priorité le plus élevé possible au Conseil OTAN-Russie en tant que forum de haut niveau permettant d'institutionnaliser la coopération la plus large entre de véritables alliés, tout en restant déterminée à défendre les valeurs qui ont justifié sa création;

(xiv) Considérant que la transformation de l'OTAN et l'élaboration d'une politique européenne de sécurité et de défense n'enlèvent rien à la responsabilité fondamentale des membres européens des deux organisations de protéger leurs citoyens et leurs sociétés contre les menaces et les risques sécuritaires, et qu'on ne peut admettre que les crédits disponibles pour donner effet à cette responsabilité restent aussi peu prioritaires qu'ils l'ont trop souvent été dans de nombreux pays ces dernières années;

(xv) Craignant néanmoins que si l'OTAN, avec l'aide de l'ensemble de ses alliés et notamment des pays européens de l'Alliance, ne réussit pas à se réaffirmer comme un instrument primordial et efficace pour faire face aux défis nouveaux pour la sécurité internationale, elle ne soit marginalisée et remplacée par des coalitions ad hoc sous la seule égide des Etats-Unis;

(xvi) Sachant que, compte tenu de la croissance exponentielle des dépenses de défense aux Etats-Unis, que le total des dépenses engagées par leurs alliés européens ne pourra jamais égaler, l'écart dans le domaine des capacités militaires au sein de l'OTAN continuera vraisemblablement de poser problème si chaque partie maintient sa politique actuelle;

(xvii) Notant que les pays européens devront se concentrer sur un nombre restreint de capacités essentielles et s'engager à les acquérir, continuer à rationaliser leurs industries de défense et accroître leur coopération industrielle dans le domaine des équipements de défense, tout en coordonnant et en harmonisant leurs besoins opérationnels et leurs politiques d'acquisition de ces biens;

(xviii) Préoccupée par le fait que les programmes con us pour remédier aux lacunes capacitaires des forces armées européennes accordent aussi peu d'attention aux déficiences de la composante navale et des capacités de transport aérien;

(xix) Considérant que les Etats-Unis doivent faciliter la restructuration de la défense européenne en assouplissant les restrictions qui pèsent inutilement sur les transferts de technologies et la coopération industrielle et en libéralisant leur politique à l'exportation;

(xx) Notant que l'OTAN doit renforcer les moyens susceptibles d'être utilisés dans la lutte contre le terrorisme, tels que son Centre sur les armes de destruction mas-

sive (ADM) et ses structures chargées de la défense civile, des plans de gestion des conséquences et de la coordination et de l'entraînement des forces spéciales;

(xxi) Considérant que la structure existante des organisations, accords et conventions internationaux fournit le seul code de conduite largement reconnu et utilisable par les Etats dans la gestion de leurs relations internationales, et que si ceux-ci n'apportent pas leur soutien à l'ensemble des réglementations et ne s'y conforment pas entièrement, ils risquent de perdre leur autorité morale;

(xxii) Rappelant néanmoins qu'entre 1990 et 1999, les alliés européens ont fourni aux nouveaux pays indépendants d'Europe centrale et orientale presque trois fois plus de fonds que les Etats-Unis au titre de la coopération en matière de développement;

(xxiii) Considérant que pour la plupart des alliés européens, une opération militaire préventive contre l'Irak violerait les principes de non-agression et de souveraineté des Etats que soutiennent les Nations unies;

(xxiv) Notant que pour l'heure, la poursuite d'une politique d'endiguement révisée et revitalisée, qui comprenne des inspections d'armements sous l'égide des Nations unies, alliée à une surveillance aérienne constante et sans faille, semble être le moyen le plus largement accepté de maîtriser la menace que fait peser l'Irak sur la stabilité de la région;

(xxv) Considérant qu'on peut affirmer que le conflit israélo-palestinien constitue la menace la plus grave pour la paix et la stabilité au Proche-Orient et même au-delà en ce qu'il génère la haine et le terrorisme à l'encontre de l'Occident, et que les Etats-Unis, de concert avec leurs alliés européens et arabes, et avec le soutien des Nations unies et de la Russie, devront concentrer leurs efforts sur l'éla-

boration d'une solution durable à ce conflit;

(xxvi) Rappelant les activités du Forum transatlantique, désormais sous l'égide de l'Institut d'études de sécurité de l'UE, dont l'Assemblée reconnaît pleinement l'importance,

RECOMMANDE AU CONSEIL DE DEMANDER À L'UNION EUROPÉENNE ET A SES ETATS MEMBRES

1. De continuer à intensifier leur coopération dans les domaines du renseignement et des opérations de justice et de police afin d'identifier et de démanteler les réseaux terroristes et de partager les connaissances ainsi acquises avec les Etats-Unis;

2. De concentrer leurs efforts sur l'acquisition et le développement d'un nombre déterminé de moyens essentiels tels que des forces spéciales bien entraînées et convenablement équipées, une capacité stratégique de transport aérien et maritime et d'autres atouts tout aussi importants, qui sont mentionnés dans l'objectif global de la PESD et dans l'Initiative sur les capacités de défense de l'OTAN;

3. De veiller à ce que les crédits nécessaires à la mise en oeuvre des programmes susmentionnés destinés à l'amélioration des capacités soient effectivement alloués;

4. D'accorder l'attention requise au maintien de la composante navale, élément essentiel des forces armées européennes qui a été gravement négligé ces dernières années;

5. D'user de leur influence dans les instances internationales afin de s'assurer que la gestion des crises et la neutralisation des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité dans le monde fassent l'objet d'un accord multilatéral avant la prise de toute mesure et ce, dans la mesure du possible, avec l'autorisation explicite du Conseil de sécurité des Nations unies;

6. De rechercher et mettre en oeuvre une solution de paix durable pour le conflit israélo-palestinien, qui soit appuyée par l'UE et les Etats-Unis et soit acceptable pour les deux parties au conflit, et qui garantisse la coexistence pacifique d'un Etat israélien et d'un Etat palestinien sur la base des résolutions pertinentes des Nations unies et des initiatives de paix lancées depuis Oslo et approuvées par toutes les parties intéressées;

RECOMMANDE ÉGALEMENT AU CONSEIL

7. D'utiliser activement ses liens contractuels avec l'OTAN pour prendre une initiative au sein de l'Alliance en vue de redéfinir le futur rôle de l'Alliance et de l'OTAN et se mettre d'accord sur le futur partage des charges entre alliés européens et américains.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 709

sulle nuove sfide per la cooperazione euro-americana
in materia di sicurezza

L'Assemblea,

(i) Sapendo che gli Stati Uniti hanno preso coscienza della loro vulnerabilità sul loro proprio territorio a seguito degli attentati dell'11 settembre e che, da quel momento, la guerra contro il terrorismo è la loro priorità assoluta;

(ii) Inquieta per le ripercussioni negative che potrebbe avere sulle relazioni transatlantiche il rifiuto degli Stati Uniti di aderire a un certo numero di accordi internazionali come il Trattato sul divieto totale di esperimenti nucleari, il Protocollo di verifica della Convenzione sulle armi biologiche, il Trattato sulla Corte penale internazionale e l'Accordo delle Nazioni Unite sul commercio illecito di armi leggere;

(iii) Osservando che gli Stati Uniti sono in procinto di riesaminare la loro dottrina nucleare nel quadro del « Nuclear Posture Review » (NPR) le cui conclusioni potrebbero avere conseguenze fondamentali per l'evoluzione futura delle dottrine militari e dei regimi di non-proliferazione e di disarmo in vigore;

(iv) Felicitandosi ancor più per la firma dell'accordo tra gli Stati Uniti e la Russia volto a ridurre di due terzi i loro arsenali nucleari strategici, in modo da conservare al massimo 2200 testate entro il 2012, dolendosi al contempo del fatto che tale accordo non prevede alcun chiaro impegno per quanto riguarda le testate disattivate;

(v) Consapevole che l'amministrazione Bush ha indicato molto chiaramente che la difesa degli interessi nazionali costituiva l'obiettivo essenziale della politica estera degli Stati Uniti e che questo paese era pronto ad agire da solo se necessario;

(vi) Lamentando l'assenza di iniziative militari coordinate nella lotta contro le risorse delle reti terroristiche mondiali impiantate in Afghanistan;

(vii) Riconoscendo che la lotta al terrorismo porterà i suoi frutti solo se accompagnata da misure efficaci volte a neutralizzare alcune delle cause di questo flagello, siano esse politiche o socio-economiche;

(viii) Sapendo che malgrado tutte le loro capacità nel campo militare e non solo, neanche gli Stati Uniti potranno combattere il terrorismo mondiale ne agire contro le reti, le fonti di finanziamento, i rifugi sicuri ed altri elementi indispensabili per commettere atti di terrorismo che raggiungono il loro scopo, senza la piena e completa cooperazione dei loro alleati nel mondo;

(ix) Considerando che se l'UE vuole essere un alleato efficace nella lotta al terrorismo mondiale, deve non solo sviluppare e migliorare un certo numero di capacità militari essenziali, ma anche cooperare strettamente con gli Stati Uniti e rivolgere una maggiore attenzione a questioni quali l'applicazione della legge, l'immigrazione, i controlli finanziari, l'intelligence nazionale e le operazioni di giustizia

e di polizia al fine di identificare e smantellare le reti terroristiche;

(x) Convinta del carattere indispensabile della NATO in qualità di legame istituzionale fondamentale tra l'Europa e gli Stati Uniti nell'ambito della sicurezza e memore del fatto che, conformemente all'articolo IV del Trattato di Bruxelles modificato, gli Stati membri dell'UEO devono cooperare strettamente con la NATO;

(xi) Felicitandosi del processo di allargamento della NATO ma notando che esso non deve in alcun caso creare nuove linee di frattura della sicurezza in Europa;

(xii) Considerando che la NATO deve al contempo prestare l'attenzione dovuta ai paesi europei che non sono ancora candidati ufficiali ma che, con ogni probabilità, finiranno per aderire all'Alleanza;

(xiii) Considerando che essendo la Nato determinata a rompere con il periodo della guerra fredda, essa deve accordare la più alta priorità possibile al Consiglio NATO-Russia, quale *forum* di alto livello che permetta di istituzionalizzare la più ampia collaborazione tra veri alleati, restando al contempo determinata a difendere i valori che hanno giustificato la sua creazione;

(xiv) Considerando che la trasformazione della Nato e l'elaborazione di una politica europea di sicurezza e di difesa non sottrarrebbero nulla alla responsabilità fondamentale dei membri europei delle due organizzazioni di proteggere i loro cittadini e le loro società contro le minacce e i rischi sulla sicurezza, e che non si può accettare che i fondi disponibili per dare seguito a questa responsabilità permangano così scarsamente prioritari così come, troppo spesso, lo sono stati in molti paesi in questi ultimi anni;

(xv) Temendo ciò nondimeno che se la NATO, con l'aiuto di tutti gli alleati e in particolare dei Paesi europei dell'Alleanza, non riuscirà a riaffermarsi quale stru-

mento primordiale ed efficace per fronteggiare le nuove sfide alla sicurezza internazionale, essa sarà emarginata e rimpiazzata da coalizioni *ad hoc* sotto la sola egida degli Stati Uniti;

(xvi) Consapevole che, tenuto conto della crescita esponenziale delle spese di difesa negli Stati Uniti, che non potrà mai essere eguagliata dai loro alleati europei, lo scarto nell'ambito delle capacità militari all'interno della NATO continuerà verosimilmente a creare dei problemi se ognuna delle parti continuerà a mantenere la sua politica attuale;

(xvii) Rilevando che i paesi europei dovranno concentrarsi su un numero limitato di capacità essenziali e impegnarsi per la loro acquisizione, continuare a razionalizzare le loro industrie di difesa e accrescere la loro cooperazione industriale nell'ambito degli equipaggiamenti di difesa, coordinando e armonizzando, al contempo, i loro bisogni operativi e le loro politiche di acquisizione di suddetti beni;

(xviii) Preoccupata dal fatto che i programmi concepiti per colmare le lacune in materia di capacità di forze armate europee accordano scarsa attenzione alle mancanze della componente navale e delle capacità di trasporto aereo;

(xix) Considerando che gli Stati Uniti devono facilitare la ristrutturazione della difesa europea ammorbidendo le restrizioni che pesano inutilmente sui trasferimenti di tecnologie e la cooperazione industriale e liberalizzando la loro politica all'esportazione;

(xx) Rilevando che la NATO deve rafforzare gli strumenti suscettibili di essere utilizzati nella lotta al terrorismo, come il suo Centro sulle armi di distruzione di massa (ADM) e le sue strutture incaricate della difesa civile, della pianificazione della gestione delle conseguenze e del coordinamento e dell'addestramento delle forze speciali;

(xxi) Considerando che la struttura esistente delle organizzazioni, accordi e convenzioni internazionali fornisce il solo codice di condotta largamente riconosciuto e utilizzabile da parte degli Stati nella gestione delle loro relazioni internazionali, e che se essi non accordano il loro sostegno all'insieme delle norme e non vi si conformano interamente, rischiano di perdere la loro autorità morale:

(xxii) Ricordando ciò nondimeno che fra il 1990 e il 1999 gli Alleati europei hanno fornito ai nuovi Paesi indipendenti dell'Europa Centrale ed Orientale circa il triplo dei fondi a titolo di cooperazione allo sviluppo rispetto agli Stati Uniti;

(xxiii) Considerando che per la maggior parte degli alleati europei, un'operazione militare di prevenzione contro l'Iraq violerebbe i principi di non-aggressione e di sovranità degli Stati che sostengono le Nazioni Unite;

(xxiv) Notando che al momento attuale, il proseguimento di una politica di contenimento rivista e rivitalizzata, che comprenda delle ispezioni degli armamenti sotto l'egida delle Nazioni unite, associata ad una sorveglianza aerea costante e continua, sembra essere il mezzo più ampiamente accettato di controllare la minaccia che l'Iraq fa pesare sulla stabilità della regione;

(xxv) Considerando che si possa affermare che il conflitto israelo-palestinese costituisce la minaccia più grave per la pace e la stabilità in Medio Oriente e anche al di là di esso, poiché genera odio e terrorismo nei confronti dell'Occidente, e che gli Stati Uniti, di concerto con i loro alleati europei e arabi, e con il sostegno delle Nazioni Unite e della Russia, dovranno concentrare i loro sforzi sull'elaborazione di una soluzione duratura di questo conflitto;

(xxvi) Ricordando le attività del Forum Transatlantico, ormai sotto l'egida dell'Istituto di Studi di Sicurezza dell'UE, di cui

l'Assemblea riconosce pienamente l'importanza,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI CHIEDERE ALL'UNIONE EUROPEA E AI SUOI MEMBRI

1. Di continuare ad intensificare la loro cooperazione nel settore dell'*intelligence* e delle operazioni di giustizia e di polizia al fine di identificare e smantellare le reti terroristiche e di condividere le conoscenze così acquisite con gli Stati Uniti;

2. Di concentrare i loro sforzi sull'acquisizione e lo sviluppo di un numero ristretto di strumenti essenziali quali delle forze speciali ben addestrate e adeguatamente equipaggiate, una capacità strategica di trasporto aereo e marittimo e altri mezzi altrettanto importanti, menzionati nell'obiettivo globale della PESD e nell'Iniziativa sulle capacità di difesa della NATO;

3. Di vigilare affinché i finanziamenti necessari alla realizzazione dei suddetti programmi destinati al miglioramento delle capacità siano effettivamente stanziati;

4. Di prestare l'attenzione richiesta al mantenimento della componente navale, elemento essenziale delle forze armate europee il quale è stato gravemente trascurato in questi ultimi anni;

5. Di usare la propria influenza presso le istanze internazionali al fine di assicurare che la gestione delle crisi e la neutralizzazione delle minacce che pesano sulla pace e la sicurezza nel mondo siano oggetto di un accordo multilaterale prima dell'assunzione di qualsiasi misura e, nella misura del possibile, con l'autorizzazione esplicita del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite;

6. Di ricercare e porre in atto una soluzione di pace duratura per il conflitto

israelo-palestinese, che sia appoggiata dall'UE e dagli Stati Uniti e sia accettabile per le due parti in conflitto, e che garantisca la coesistenza pacifica di uno Stato israeliano e di uno Stato palestinese sulla base delle risoluzioni pertinenti delle Nazioni Unite e delle iniziative di pace lanciate dopo Oslo e approvate da tutte le parti interessate;

RACCOMANDA INOLTRE AL CONSIGLIO

7. Di utilizzare attivamente i suoi legami contrattuali con la NATO per prendere un'iniziativa in seno all'Alleanza in vista di ridefinire il futuro ruolo dell'Alleanza e della NATO e per giungere ad un accordo sulla futura ripartizione dei compiti fra alleati europei e americani.